

Bruxelles, le 5 mai 2020
(OR. en)

6869/2/20
REV 2

PUBLIC 15
INF 43

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - MARS 2020

Le présent document dresse la liste des actes¹ adoptés par le Conseil en mars 2020^{2 3}.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs et non législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- la référence au procès-verbal de la session du Conseil lors de laquelle l'acte a été adopté.

¹ Pour faciliter la lecture, les "titres courts" utilisés dans les ordres du jour du Conseil sont également mentionnés (en italique).

² À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions budgétaires ponctuelles, etc.

³ En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#)

S'ils ne sont pas directement disponibles, une demande d'accès à des documents peut être introduite à l'adresse suivante:

<https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/request-document/>

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN MARS 2020	
3754^e session du Conseil de l'Union européenne (Environnement), tenue à Bruxelles le 5 mars 2020 (procès-verbal: 6603/20)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable avec la République de Gambie et de son protocole de mise en œuvre</i> Décision (UE) 2020/392 du Conseil du 5 mars 2020 relative à la conclusion de l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'Union européenne et la République de Gambie et du protocole de mise en œuvre dudit accord de partenariat JO L 75 du 11.3.2020, p. 1	8974/19
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen – SIS Royaume-Uni</i> Décision d'exécution du Conseil arrétant une recommandation pour remédier aux manquements graves constatés lors de l'évaluation pour 2017 de l'application, par le Royaume-Uni, de l'acquis de Schengen dans le domaine du système d'information Schengen	6554/20
<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Ukraine - réexamen</i> Décision (PESC) 2020/373 du Conseil du 5 mars 2020 modifiant la décision 2014/119/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes au regard de la situation en Ukraine JO L 71 du 6.3.2020, p. 10	6062/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/370 du Conseil du 5 mars 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 208/2014 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes eu égard à la situation en Ukraine JO L 71 du 6.3.2020, p. 1	6064/20
<i>Décision d'exécution et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye - transposition ONU</i> Décision d'exécution (PESC) 2020/374 du Conseil du 5 mars 2020 mettant en œuvre la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye JO L 71 du 6.3.2020, p. 14	6359/20

Règlement d'exécution (UE) 2020/371 du Conseil du 5 mars 2020 mettant en œuvre l'article 21, paragraphe 5, du règlement (UE) 2016/44 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye JO L 71 du 6.3.2020, p. 5	6360/20
<i>Décision du Conseil relative à l'adhésion des Îles Salomon à l'accord de partenariat intérimaire entre l'UE et les États du Pacifique</i> Décision (UE) 2020/409 du Conseil du 17 février 2020 relative à l'adhésion des Îles Salomon à l'accord de partenariat intérimaire entre la Communauté européenne, d'une part, et les États du Pacifique, d'autre part JO L 85 du 20.3.2020, p. 1 JO L 85 du 20.3.2020, p. 1	9405/19
3756^e session du Conseil de l'Union européenne (Justice et affaires intérieures), tenue à Bruxelles le 13 mars 2020 (procès-verbal: 6825/20)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 02/c/01/20	5694/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'ALE entre l'UE et le Viêt Nam</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam	6449/20
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine - Transposition des mesures décidées par les Nations unies</i> Décision (PESC) 2020/408 du Conseil du 17 mars 2020 modifiant la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine JO L 80I du 17.3.2020, p. 1	6207/20

Procédure écrite achevée le 13 mars 2020	CM 1843/20
<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine - réexamen</i> Décision (PESC) 2020/399 du Conseil du 13 mars 2020 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 78 du 13.3.2020, p. 44	5478/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/398 du Conseil du 13 mars 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 78 du 13.3.2020, p. 1	5480/20
Procédure écrite achevée le 17 mars 2020	CM 1861/20
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine - Transposition des mesures des Nations unies</i> Décision (PESC) 2020/408 du Conseil du 17 mars 2020 modifiant la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine JO L 80I du 17.3.2020, p. 1	6207/20
Procédure écrite achevée le 19 mars 2020	CM 1850/20
<i>Décision du Conseil et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Égypte - Réexamen</i> Décision (PESC) 2020/418 du Conseil du 19 mars 2020 modifiant la décision 2011/172/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Égypte JO L 86 du 20.3.2020, p. 11	6407/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/416 du Conseil du 19 mars 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 270/2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Égypte JO L 86 du 20.3.2020, p. 3	6408/20

<i>Décision d'exécution et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo - Mise à jour effectuée par les Nations unies</i> Décision d'exécution (PESC) 2020/417 du Conseil du 19 mars 2020 mettant en œuvre la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo JO L 86 du 20.3.2020, p. 9	6352/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/415 du Conseil du 19 mars 2020 mettant en œuvre l'article 9 du règlement (CE) n° 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo JO L 86 du 20.3.2020, p. 1	6354/20
Procédure écrite achevée le 20 mars 2020	CM 1899/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au système "Faux documents et documents authentiques en ligne" (False and Authentic Documents Online) (FADO) et abrogeant l'action commune 98/700/JAI du Conseil - Adoption de l'acte législatif</i> Règlement (UE) 2020/493 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 relatif au système "Faux documents et documents authentiques en ligne" (False and Authentic Documents Online) (FADO) et abrogeant l'action commune 98/700/JAI du Conseil JO L 107 du 6.4.2020, p. 1	97/1/19 REV1
Procédure écrite achevée le 20 mars 2020	CM 1901/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 862/2007 relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale (2018/0154 COD)</i> - Adoption de la position du Conseil en première lecture et de l'exposé des motifs du Conseil Position du Conseil en première lecture en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 862/2007 relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale - Adopté par le Conseil le 20 mars 2020	15300/1/19 REV1

Exposé des motifs du Conseil	15300/1/19 REV 1 ADD 1
Déclaration de Malte et de la Slovaquie Nous sommes conscients des efforts accomplis par la présidence pour dégager un compromis avec le Parlement européen au sujet du projet de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 862/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale. Nous ne sommes toutefois pas en mesure de souscrire au texte de compromis figurant dans la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 862/2007 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires sur la migration et la protection internationale" (ST 15300/19). Comme nous l'avons déjà fait savoir au cours de plusieurs réunions du groupe "Statistiques" du Conseil et lors des réunions du Coreper des 20 novembre 2019, 4 décembre 2019 et 15 janvier 2020, ainsi que dans le cadre de la procédure de silence qui avait été lancée, il n'a pas été donné suite aux préoccupations que nous avons exprimées au sujet de ce projet de règlement. Il n'existe toujours pas de véritable justification pertinente concernant les données supplémentaires requises et la valeur ajoutée qu'elles apportent pour l'élaboration des politiques, et le problème de la double déclaration n'a pas été dûment pris en compte et est, au contraire, resté nébuleux. En outre, la modification apportée au considérant 11, dans lequel il est demandé d'accorder la priorité à l'inclusion des exigences en matière de données dans l'architecture juridique du règlement, a aggravé le problème que nous pose la procédure, étant donné qu'il devient possible d'éluder une analyse d'impact appropriée par rapport aux besoins au niveau des politiques et que les États membres se voient imposer, sans justification aucune, des lourdes contraintes sur le plan administratif et des ressources.	
Procédure écrite achevée le 20 mars 2020	CM 1910/20
<i>Approbation des virements de crédits n° DEC 01/2020 et n° DEC 02/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020</i> Virement de crédits n° DEC 01/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020 Proposition de virement de crédits n° DEC 02/2020 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2020	6756/1/20 REV 1 6757/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 23 mars 2020	CM 1923/20
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Bosnie-Herzégovine - renouvellement</i> Décision (PESC) 2020/435 du Conseil du 23 mars 2020 modifiant la décision 2011/173/PESC concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Bosnie-Herzégovine JO L 89 du 24.3.2020, p. 4	6355/20

<i>Décision du Conseil relative à une mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces armées maliennes (EUTM Mali) - prorogation du mandat</i> Décision (PESC) 2020/434 du Conseil du 23 mars 2020 modifiant la décision 2013/34/PESC relative à une mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces armées maliennes (EUTM Mali) JO L 89 du 24.3.2020, p. 1	6343/20
Procédure écrite achevée le 23 mars 2020	CM 1924/20
<i>Décision du Conseil portant dérogation temporaire au règlement intérieur du Conseil eu égard aux difficultés de déplacement causées dans l'Union par la pandémie de COVID-19</i> Décision (UE) 2020/430 du Conseil du 23 mars 2020 portant dérogation temporaire au règlement intérieur du Conseil eu égard aux difficultés de déplacement causées dans l'Union par la pandémie de COVID-19 JO L 88I du 24.3.2020, p. 1	6891/20
Procédure écrite achevée le 24 mars 2020	CM 1950/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 04/c/01/20	5944/20
Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1920/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité "Commerce" de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour, sur l'interprétation, conformément à l'article 16.1, paragraphe 4, point d), des articles 10.17 et 10.22 de l'accord en ce qui concerne les modifications apportées à la protection des indications géographiques des vins, spiritueux, produits agricoles et denrées alimentaires enregistrées à Singapour - Adoption</i> Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité "Commerce" de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour, sur l'interprétation, en vertu de l'article 16.1, paragraphe 4, point d), des articles 10.17 et 10.22 dudit accord en ce qui concerne les modifications apportées à la protection des indications géographiques des vins, spiritueux, produits agricoles et denrées alimentaires enregistrées à Singapour	6483/20

Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1927/20
<i>Décision du Conseil concernant la prolongation de la période d'application du droit accordé aux coproductions audiovisuelles en vertu de l'article 5 du protocole relatif à la coopération dans le domaine culturel annexé à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part</i> Décision (UE) 2020/470 du Conseil du 25 mars 2020 concernant la prolongation de la période d'application du droit accordé aux coproductions audiovisuelles en vertu de l'article 5 du protocole relatif à la coopération dans le domaine culturel annexé à l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part JO L 101 du 1.4.2020, p. 1	6872/20
Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1953/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 03/c/01/20	5966/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1876/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 07/c/01/20	6435/20
Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1926/20
<i>Position de l'Union sur la réponse à la lettre que l'OACI a adressée aux États concernant la révision du chapitre 9 de l'annexe 9 ("facilitation") de la convention relative à l'aviation civile internationale en ce qui concerne les normes et pratiques recommandées en matière de données des dossiers passagers - Approbation</i> Position de l'Union sur la réponse à la lettre que l'OACI a adressée aux États concernant la révision du chapitre 9 de l'annexe 9 ("facilitation") de la convention relative à l'aviation civile internationale en ce qui concerne les normes et pratiques recommandées en matière de données des dossiers passagers - Approbation	6744/20
Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1934/20
<i>Proposition de décision du Conseil concernant le renouvellement de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et l'Ukraine</i> Décision du Conseil concernant le renouvellement de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et l'Ukraine	6101/20
Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1935/20
<i>Proposition de décision du Conseil concernant le renouvellement de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République de l'Inde</i> Décision du Conseil concernant le renouvellement de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République de l'Inde	6104/20

Procédure écrite achevée le 25 mars 2020	CM 1946/20
<i>Conclusions du Conseil sur l'élargissement et le processus de stabilisation et d'association République de Macédoine du Nord et République d'Albanie</i> Élargissement et processus de stabilisation et d'association - République de Macédoine du Nord et République d'Albanie - Conclusions du Conseil	7002/20
Procédure écrite achevée le 26 mars 2020	CM 1962/20
<i>Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (UE) 2019/1838 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche pour 2020 dans la mer Baltique et d'autres eaux et le règlement (UE) 2020/123 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche pour 2020 dans les eaux de l'Union et n'appartenant pas à l'Union- Adoption</i> Règlement (UE) 2020/455 du Conseil du 26 mars 2020 modifiant le règlement (UE) 2019/1838 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche pour 2020 dans la mer Baltique et d'autres eaux et le règlement (UE) 2020/123 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche pour 2020 dans les eaux de l'Union et n'appartenant pas à l'Union JO L 97 du 30.3.2020, p. 1	6819/20
Procédure écrite achevée le 26 mars 2020	CM 1859/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 05/c/01/20	6042/20
Procédure écrite achevée le 26 mars 2020	CM 1866/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 06/c/01/20	6245/20

Procédure écrite achevée le 26 mars 2020	CM 1930/20
<i>Décision du Conseil portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période allant du 26 janvier 2020 au 25 janvier 2025</i> Décision du Conseil portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période allant du 26 janvier 2020 au 25 janvier 2025	6097/1/20 REV 1
Procédure écrite achevée le 27 mars 2020	CM 1947/20
<i>Décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République centrafricaine sur le statut de la mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA)</i> Décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République centrafricaine relatif au statut de la mission de conseil PSDC de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA)	6636/20
<i>Décision du Conseil modifiant la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye</i> Décision (PESC) 2020/458 du Conseil du 27 mars 2020 modifiant la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye JO L 97 du 30.3.2020, p. 13	6905/20
Procédure écrite achevée le 27 mars 2020	CM 1963/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil international des céréales, en ce qui concerne l'adhésion de la République de Serbie à la Convention sur le commerce des céréales de 1995</i> Décision (UE) 2020/457 du Conseil du 27 mars 2020 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil international des céréales, en ce qui concerne l'adhésion de la République de Serbie à la Convention sur le commerce des céréales de 1995 JO L 97 du 30.3.2020, p. 12	CM 1963/20 6679/20
Procédure écrite achevée le 27 mars 2020	CM 1897/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 02/c/01/20	6867/20

Procédure écrite achevée le 30 mars 2020	CM 1951/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 1303/2013, le règlement (UE) n° 1301/2013 et le règlement (UE) n° 508/2014 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à mobiliser des investissements dans les systèmes de soins de santé des États membres et dans d'autres secteurs de leur économie en réaction à l'épidémie de COVID-19 [Initiative d'investissement en réaction au coronavirus] (2020/0043(COD)) - Adoption de l'acte législatif - Dérogation au délai de huit semaines prévu à l'article 4 du protocole n° 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'UE</i> Règlement (UE) 2020/460 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant les règlements (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013 et (UE) n° 508/2014 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à mobiliser des investissements dans les systèmes de soins de santé des États membres et dans d'autres secteurs de leur économie en réaction à la propagation du COVID-19 (initiative d'investissement en réaction au coronavirus) JO L 99 du 31.3.2020, p. 5	5/1/20 REV1
Déclaration de l'Espagne L'Espagne attend avec intérêt la présentation par la Commission européenne d'une nouvelle proposition en matière de flexibilité.	
Déclaration de la Grèce Nous insistons sur le fait que la Commission doit proposer de nouvelles modifications pour tous les règlements conférant aux États membres la capacité d'utiliser les Fonds ESI qui leur est nécessaire pour faire face de manière efficace et énergique à la crise du COVID-19, en autorisant notamment des transferts de fonds entre tous les Fonds ainsi qu'entre catégories de régions, des taux de cofinancement plus élevés et une plus grande flexibilité dans les exigences de concentration thématique, permettre également l'éligibilité des opérations achevées qui sont spécifiquement mises en œuvre pour faire face à la crise du COVID, autoriser des aides quelle que soit la taille de l'entreprise et prévoir une prolongation de la période d'éligibilité pendant une année de plus.	
Déclaration de la Commission La Commission mettra tout en œuvre pour atténuer les conséquences sociales et économiques de l'épidémie de COVID-19. En particulier, à mesure qu'évoluera la situation, elle examinera attentivement les besoins supplémentaires que recenseront les États membres, y compris dans le cadre du règlement (UE) n° 1303/2013 et des règlements connexes se rapportant à chaque Fonds.	

Procédure écrite achevée le 30 mars 2020	CM 1952/20
<i>Règlement du parlement européen et du conseil modifiant le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil en vue de fournir une aide financière aux États membres et aux pays dont l'adhésion à l'Union est en cours de négociation qui sont gravement touchés par une urgence de santé publique majeure (2020/0044 COD) - Adoption de l'acte législatif</i> Règlement (UE) 2020/461 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant le règlement (CE) n° 2012/2002 du Conseil en vue de fournir une aide financière aux États membres et aux pays dont l'adhésion à l'Union est en cours de négociation qui sont gravement touchés par une urgence de santé publique majeure JO L 99 du 31.3.2020, p. 9	6/1/20 REV1
Procédure écrite achevée le 30 mars 2020	CM 1955/20
<i>Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 95/93 fixant des règles communes en ce qui concerne l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de la Communauté (2020/0042 COD) - Adoption de l'acte législatif – Dérogation à la période de huit semaines prévue à l'article 4 du protocole n° 1 sur le rôle des parlements nationaux dans l'UE</i> Règlement (UE) 2020/459 du Parlement européen et du Conseil du 30 mars 2020 modifiant le règlement (CEE) n° 95/93 du Conseil fixant des règles communes en ce qui concerne l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de la Communauté (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 99 du 31.3.2020, p. 1	4/1/20 REV1
Procédure écrite achevée le 30 mars 2020	CM 1906/20
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam</i> Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République socialiste du Viêt Nam	6050/19
Procédure écrite achevée le 30 mars 2020	CM 1917/20
<i>Règlement délégué (UE) .../... de la Commission du 12.2.2020 modifiant les annexes II et IV du règlement (UE) n° 978/2012 compte tenu du retrait temporaire des régimes visés à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 978/2012 en ce qui concerne certains produits originaires du Royaume du Cambodge</i> - Acte délégué - Intention de ne pas exprimer d'objections Règlement délégué (UE) .../... de la Commission du 12.2.2020 modifiant les annexes II et IV du règlement (UE) n° 978/2012 compte tenu du retrait temporaire des régimes visés à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 978/2012 en ce qui concerne certains produits originaires du Royaume du Cambodge - Acte délégué - Intention de ne pas exprimer d'objections	6021/1/20 REV 1

Procédure écrite achevée le 30 mars 2020	CM 1939/20
<i>Fondation internationale UE-ALC: décision concernant la participation aux réunions du conseil des gouverneurs</i> - Adoption Fondation internationale UE-ALC: décision concernant la participation aux réunions du conseil des gouverneurs - Approbation	6221/20
Procédure écrite achevée le 31 mars 2020	CM 1971/20
<i>Décision du Conseil relative à une opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée (EUNAVFOR MED IRINI)</i> Décision (PESC) 2020/472 du Conseil du 31 mars 2020 relative à une opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée (EUNAVFOR MED IRINI) JO L 101 du 1.4.2020, p. 4	6414/20
<i>Décision du Conseil abrogeant la décision (PESC) 2015/778 relative à une opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération SOPHIA)</i> Décision (PESC) 2020/471 du Conseil du 31 mars 2020 abrogeant la décision (PESC) 2015/778 relative à une opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération SOPHIA) JO L 101 du 1.4.2020, p. 3	5868/20